

Le lundi 18 décembre 2006

On paye autant!

Cartier énergie affirme payer autant en redevances que Northland Power.

Guy Dufort est persuadé que les récentes augmentations de 700 dollars des redevances de Northland Power aux citoyens de Saint-Ulric, Saint-Léandre et Mont-Louis rejoignent la somme que Cartier énergie offre déjà.

Selon Guy Dufort, le montant moyen des redevances qu'offrent Cartier énergie se situe entre 3 mille et 3 mille 500 dollars, comparativement à 3 mille 600 maintenant pour Northland Power.

Guy Dufort rappelle que le principe de l'entreprise est d'offrir les mêmes redevances à tout le monde selon un principe d'équité. Voilà pourquoi les propriétaires de terrains situés sur les futurs parcs éoliens, comme celui de Gros-Morne en 2012, recevront autant que ceux de Baie-des-Sables où les éoliennes sont déjà en opérations.

Enfin, le vice-président de Cartier énergie voit d'un bon œil la création de regroupements communautaires qui soumissionneront pour le prochain appel d'offre d'énergie éolienne d'Hydro-Québec. D'après lui, plus il y aura de soumissionnaires, plus il y aura d'argent qui restera dans le milieu. **CIEUFM**

Plus que simplement suivre la vague...

"Navigue.com" pourrait atteindre le cap des 800 abonnés en moins d'un an.

Après seulement 3 mois d'opération, l'entreprise basée à Saint-Godefroi dessert déjà 250 clients avec son service Internet haute-vitesse par lien micro-ondes.

L'entreprise a débuté ses activités à la mi-septembre. Depuis, elle a déployé une douzaine de tour pour offrir le signal Internet haute-vitesse sur le territoire compris entre Chandler et Caplan.

L'entreprise qui compte sept employés prévoit d'ici ce printemps, élargir sa desserte jusqu'au secteur de Miguasha. Jean-Marie Perreault note que l'utilisation de la fibre optique du Réseau collectif de la Gaspésie lui permettrait de devancer cet échéancier et d'étendre le service à d'autres secteurs de la péninsule. Avec la technologie micro-ondes, l'entreprise est en mesure de fournir le signal haute-vitesse à des clients trop éloignés du réseau de fournisseur comme Telus pour obtenir le service.

Pour plusieurs PME de la région, la haute-vitesse est maintenant un outil à leur portée. La solution est venue d'une petite entreprise régionale, qui moyennant un investissement de départ d'environ un million de dollars, a décidé d'aller jouer dans la cour des grands. **CIEUFM**

Pas le choix...

Rosario Poirier affirme que la réduction de la possibilité forestière est la preuve qu'il faudra faire plus avec moins.

L'industriel du sciage de Saint-Alphonse est un peu moins touché que d'autres par la réduction d'approvisionnement en matière ligneuse avec une diminution qui s'établit à

14 %.

Rosario Poirier affirme qu'il aura peut-être d'autres accès à la ressource.

Rosario Poirier affirme également que l'évolution du marché sera un facteur déterminant. Si la situation se rétablit et que le marché devient plus agressif, il espère bien que les recommandations du rapport Genest prendront forme.

En Gaspésie, la réduction de la possibilité forestière des essences résineuses est de 22 % pour le sud de la péninsule et de 28 % pour le nord. Selon certains industriels, la baisse de la possibilité pour la période 2008-2013 fera perdre des millions de dollars à la région et compromettra la poursuite d'activités de certaines scieries. Rosario Poirier estime qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard comme ce fût le cas dans les océans. **CIEUFM**

Développement éolien **Vers une intégration durable**

Mise à jour le lundi 18 décembre 2006, 16 h 48

Des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) mettent sur pied une unité de recherche en développement territorial durable qui se penchera sur les aspects sociaux de la filière éolienne. La création de ce groupe est possible grâce à une subvention de 800 000 \$ d'Hydro-Québec.

Au cours des huit prochaines années, des projets de recherche menés par des étudiants de l'UQAR seront financés et encadrés par des professeurs en développement régional, en génie et en biologie notamment.

Le directeur de la Chaire de recherche du Canada en développement rural, Bruno Jean, est responsable de la nouvelle unité de recherche. « Il s'agira avec les partenaires de proposer à Hydro-Québec un projet de parc éolien qui va rencontrer les aspirations des populations locales », explique-t-il.

M. Jean estime que son équipe aura toute l'indépendance voulue pour mener des recherches puisque le financement provenant d'Hydro-Québec est versé par la fondation de l'université.

La société d'État a déjà demandé un premier avis sur l'intégration des projets éoliens sur le territoire pour le mois de mai prochain. Le professeur Bruno Jean croit donc que les conclusions des chercheurs de l'UQAR influenceront le processus de sélection du deuxième appel d'offres de 2 000 mégawatts d'énergie éolienne lancé par Hydro-Québec.

Radio-Canada

Développement éolien **Un spécialiste exhorte Québec à aider les régions**

Mise à jour le lundi 18 décembre 2006, 12 h 43

L'un des plus grands spécialistes de la filière éolienne au Québec, le professeur de l'Université du Québec à Rimouski Jean-Louis Chaumel, déplore que Québec n'aide pas davantage les communautés à tirer profit du développement éolien.

Selon lui, avec la récente formation d'une coopérative regroupée et la multiplication des projets communautaires, l'Est du Québec a prouvé qu'il veut être plus qu'un spectateur dans le développement et l'exploitation de la filière éolienne.

« Ces villages savent très bien ce qu'ils veulent faire de leur avenir dans l'éolien. Le problème, c'est qu'il manque de ressources et de compétences localement », dit-il.

Pour aider les communautés à faire les bons gestes et à négocier d'égal à égal avec les grands promoteurs, il est urgent, selon lui, que l'État outille les régions.

Jean-Louis Chaumel croit que Québec a manqué une belle occasion d'agir avec l'annonce du renouvellement du pacte rural. Le budget de 280 millions sur 7 ans permettra l'embauche de nouveaux agents ruraux. Il aurait souhaité qu'on parle aussi d'agents éoliens puisque pour l'ensemble des communautés de l'Est du Québec, il s'agit là de l'enjeu majeur des prochaines années.

« On est assez étonnés qu'on mette autant d'argent, qu'on annonce autant de ressources supplémentaires et pas un mot sur l'éolien », déplore-t-il.

Le spécialiste s'étonne aussi de l'absence d'équipe formée et dédiée à l'éolien dans les Conférences régionales des élus, compte tenu de l'importance de ce secteur pour le développement du territoire. **Radio-Canada**

Les baisses de possibilité forestière répondent aux normes environnementales

D'autres rappellent que cette baisse répond notamment aux priorités environnementales que s'est donné le Québec, au cours des dernières années.

Avec les coupures de la possibilité forestière, les industriels continuent d'en prendre pour leur rhume. Même si la Gaspésie représente uniquement 4 pour cent du total des volumes de bois au Québec, la forêt demeure un rouage important de l'économie. Reste que les résultats présentés par le forestier en chef reflèteraient assez fidèlement les constatations faites sur le terrain.

Mathieu Côté, directeur du Consortium pour le développement durable de la forêt gaspésienne: "Je pense que dans un avenir et dans une perspective de développement durable, on vise à atteindre un équilibre entre l'économique, le social et l'environnemental et je pense qu'on peut tendre à atteindre cette équilibre-là, au cours des prochaines années."

Un des grands défis serait d'atteindre cet équilibre. Parmi les solutions, développer rapidement des projets de 2^{ème} et 3^{ème} transformation, pour éviter le plus de perte possible, lorsqu'un arbre est coupé en forêt. Reste à voir comment les industriels, déjà en place, pourront diversifier leur production, dans un contexte où ils ont de la difficulté à renflouer leur coffre.

Mathieu Côté, directeur du Consortium pour le développement durable de la forêt gaspésienne: "Puis ce n'est pas nécessairement ceux qui font la première transformation qui sont obligés nécessairement de faire la 2^{ème} et 3^{ème} transformation. Il faut voir qu'il y a de la place pour les 2, mais c'est quelque chose qui est possible, même si d'un point de vue mondial, les tendances des marchés font en sorte que les transformations accrues se font davantage plus près des grands centres, plus proche des marchés. Je pense que la Gaspésie est quand même bien positionnée à l'échelle des marchés mondiaux."

Notamment en raison de la proximité avec les ports de mer qui ouvre la porte au marché européen.

Même si inévitablement ces choix environnementaux auront des impacts positifs sur les économies des régions, par exemple sur le tourisme en Gaspésie, il est difficile de les mesurer pour le moment, comparativement aux impacts négatifs qu'ont ces coupures de la capacité forestière sur les industriels. Martin Toulgoat, **CHAUTVA**

ENTREVUE AVEC LA MINISTRE NATHALIE NORMANDEAU

Non à un moratoire sur l'éolien

Gilles Gagné

Le Soleil

Collaboration spéciale

CARLETON — La fin de l'année 2006 a été ponctuée de bien des rebondissements dans l'Est du Québec. Le secteur éolien, qui vit croissance et tiraillements, défraie la manchette tous les jours, comme la forêt, où le rapport du forestier en chef confirme que les régions devront transformer davantage le bois s'ils veulent continuer d'en soutirer un revenu égal. En politique, 2006 constitue une année préélectorale et l'État québécois accélère le rythme des annonces. *Le Soleil* a demandé à la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, de faire le point sur quelques enjeux touchant sa région, la Gaspésie, et le Bas-Saint-Laurent. __Q Le développement éolien va-t-il trop vite ? __R Non, mais je vois autour de moi des citoyens qui souhaitent une meilleure planification tenant compte du paysage, du bruit et de la présence humaine. Les gens souhaitent qu'on raffine notre approche sur l'implantation de parcs. Je veux convaincre les gens qu'il serait vain de plaider pour un moratoire, qui viendrait briser l'élan économique. Nous avons un devoir d'éducation. L'éolien peut respecter les principes du développement durable. Je plaide pour un équilibre. __

Q Que pensez-vous de la réouverture des ententes liant les promoteurs éoliens et les municipalités ou les citoyens ? __R Je ne peux qu'approuver de plus grands bénéfices pour les communautés et les citoyens. Il faut développer une approche pour que les citoyens se sentent partie prenante de la croissance. Je mise beaucoup sur le bloc communautaire de 250 mégawatts et sur les 250 mégawatts allant aux autochtones. Si on veut faire de l'éolien un outil de développement, il faut ouvrir l'actionnariat aux citoyens et augmenter les redevances pour les communautés. Comme ministre, je réfléchis à une façon de mieux accompagner les élus municipaux, éviter qu'ils soient mis dans une situation d'arbitrage entre les promoteurs et les citoyens. Mieux encore, il faut définir des principes qui pourraient faire office d'orientation gouvernementale. __Q Les élus municipaux doivent-ils se retirer des délibérations et des décisions de leur conseil quand ils ont un intérêt personnel en jeu ? __R Absolument. Aussitôt qu'il y a un intérêt pécuniaire en jeu, si petit soit-il, l'élu doit se retirer du débat. Mais il faut être prudent. Lors de récents reportages télé, on a condamné des élus un peu vite. Dans nos régions, les élus sont souvent propriétaires terriens. __Q La Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent

peuvent-elles sortir de la crise forestière en protégeant tous les emplois ?__R On en a eu un exemple à Saint-Alphonse avec Rosario Poirier qui investit 3 millions \$ pour donner une valeur ajoutée au bois. Des emplois seront perdus dans l'automatisation nécessaire des usines, mais ils peuvent être récupérés dans la transformation accrue. Le ministre Pierre Corbeil dit qu'il faut mettre plus de génie dans nos deux par quatre. Lors de la première réduction de capacité en 2000, le Bas-Saint-Laurent a démontré qu'on pouvait couper moins de bois et créer plus d'emplois.__Q Les Chinois sont-ils encore dans le coup pour redémarrer la modernisation de l'usine Gaspésia ?__R Il n'y a pas de nouveau. Les Chinois sont en train de peaufiner un deuxième plan d'affaires.__Q À New Richmond, l'usine de Smurfit-Stone est-elle encore convoitée par une firme de pâtes et papiers ?__R Je vais rencontrer les travailleurs à la mi-janvier. Il y a un promoteur. On cogne à sa porte et les réponses ne viennent pas aussi vite qu'on le voudrait. Tant que ces pourparlers durent, la vocation de l'usine ne sera pas changée. Et il n'est pas question de démantèlement.__Q Une menace d'abandon du rail entre Matapédia et Chandler plane depuis 15 mois. Du neuf ?__R Sans jeu de mots, c'est sur la bonne voie. Une rencontre réunissant tous les partenaires vient d'avoir lieu et les échos sont encourageants. Ottawa montre une ouverture.__Q Le Centre régional de congrès de la Gaspésie peut-il encore voir le jour à Carleton ?__R Nous avons fixé une date-butoir au 30 novembre. C'était important de faire réagir et le milieu a réagi. Nous avons une proposition et elle est analysée. Si elle n'est pas viable, nous passerons au plan B. Nous serons fixés dès le début de 2007.